

Un plan B pour l'économie mondiale

Christian Kellermann

Le monde a réussi à traverser la «Grande récession» sans trop de dégâts en utilisant des instruments keynésiens de relance budgétaire. Cependant, comme les mesures de lutte contre la crise ont négligé les racines structurelles plus profondes de la crise de 2008-09, à savoir une déréglementation déséquilibrée et excessive des marchés financiers et des marchés du travail, elles n'ont pas pu à elles seules éloigner durablement l'économie mondiale du bord du gouffre. Au lieu de cela, la crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a désormais évolué en une crise de la dette souveraine dans la zone euro sans aucune solution facile en vue. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, le retour à un rythme de croissance stable sans nouvelles crises ne semble guère possible. En revanche, pour s'attaquer à ces problèmes, il faudrait des réformes économiques de bien plus grande envergure, établissant une réglementation des marchés financiers et des marchés du travail: un plan B pour l'économie mondiale.

Une «über-finance» destructrice

La finance a joué un rôle capital dans la plupart des crises économiques que nous avons connues depuis les années 1990. Les marchés financiers sont à la fois d'énormes amplificateurs des déséquilibres internes de nos économies et entre nos économies et une cause des déséquilibres eux-mêmes. Mettre en évidence les failles de la finance constitue donc le point de départ logique pour le plan B d'assainissement de notre système capitaliste actuel. Les excès de la finance ne sont qu'une partie des problèmes fondamentaux auxquels sont confrontées les économies et les sociétés et qui ont contribué à la crise récente. Il y a au moins trois volets d'instabilité qui sont liés à la finance mais qui vont au-delà des éléments d'instabilité limités du système financier. Premièrement, les déséquilibres entre les différents secteurs au sein des économies ont augmenté. Ce phénomène trouve son expression entre autres dans l'endettement considérable des ménages et des États, conséquence de la bulle

Mettre en évidence les failles de la finance constitue donc le point de départ logique pour le plan B

immobilière et d'autres bulles qui étaient alimentées par le système financier. Deuxièmement, les déséquilibres internationaux n'ont jamais été aussi grands qu'aujourd'hui. Troisièmement, parallèlement à la déréglementation financière, le principe de la valeur actionnariale de la gouvernance des entreprises est devenu la norme. Cela a entraîné une orientation de la gestion vers le court terme et le versement de primes élevées aux dirigeants au détriment du développement durable des entreprises sur le long terme.

Outre cette évolution, le projet de mondialisation des dernières décennies a provoqué une énorme augmentation de la dispersion des salaires et une croissance ininterrompue du secteur des bas salaires que l'on n'avait pas connues depuis les débuts du capitalisme avant la première guerre mondiale. Dans presque tous les pays industrialisés, le marché du travail est devenu plus déréglementé en même temps que les syndicats s'affaiblissaient. Dans bien des cas, la négociation collective au niveau national ou sectoriel a été fragilisée. Les négociations salariales par entreprise ou bien les contrats de travail individuels sans conventions collectives ont commencé à prédominer.

L'accroissement de l'inégalité est un phénomène qui se retrouve dans presque tous les pays. Quand elle est forte, l'inégalité non seulement suscite un sentiment d'«iniquité» au sein des sociétés et entre elles, mais elle freine aussi la mobilité sociale et a des conséquences négatives sur la santé et la productivité. Les loups qui ont faim ne font pas les meilleurs chasseurs – en fait, c'est exactement le contraire qui est vrai pour les économies modernes. Le rêve américain d'une forte mobilité sociale à l'intérieur d'une société et de la possibilité pour tout individu de devenir riche s'il travaille suffisamment dur n'est guère qu'un mirage. Aujourd'hui, la mobilité au sein de la société est davantage une réalité dans les pays nordiques de Scandinavie où l'égalité est plus forte que dans le monde capitaliste anglo-saxon.

Le capitalisme a plus de problèmes: autrefois, il a conduit à un type très spécial de croissance de la technologie, de la production et de la consommation qui ignore délibérément les problèmes écologiques et le caractère limité des ressources naturelles. Les prix ne prennent jamais suffisamment en compte les aspects écologiques et la détérioration de la nature. Ils donnent aussi de mauvaises indications en ce qui concerne l'orientation de l'innovation ainsi que de la production, de la consommation et de notre mode de vie. Après avoir connu un certain nombre de catastrophes écologiques régionales au cours du siècle passé, le monde se dirige maintenant vers un désastre écologique global, à moins que des changements fondamentaux n'interviennent très rapidement. Cela rend la recherche de solutions très compliquée: la crise actuelle est non seulement une crise profonde du capitalisme traditionnel, mais elle s'est produite à une époque où une profonde crise écologique est aussi en train de se développer.

Une nouvelle symbiose avec le capitalisme

Un plan B mondial doit comporter trois volets interdépendants.

- Premièrement, le modèle doit être écologiquement viable: empêcher le réchauffement planétaire, passer à une utilisation systématique des énergies renouvelables et contrecarrer d'autres évolutions problématiques telles que la réduction de la biodiversité.
- Deuxièmement, il doit être conçu de telle façon que le processus de croissance ne soit pas compromis par des bulles spéculatives sur les actifs ou par l'inflation ou la déflation du marché des marchandises, ou qu'il ne débouche pas sur un endettement excessif de tels ou tels secteurs, voire d'économies entières, ce qui conduirait inévitablement à la crise suivante. En même temps, un tel modèle devrait favoriser l'innovation et, partant, l'évolution technologique nécessaire tant pour résoudre les problèmes écologiques que pour, à moyen et long terme, accroître la productivité du travail et offrir ainsi la possibilité d'une prospérité croissante pour tous.
- Troisièmement, il est capital que tous les groupes de la population aient leur part du progrès social. L'inégalité des revenus et de la distribution de la richesse doit demeurer dans des limites politiquement et socialement acceptables.

Au cœur du plan B se trouve une distribution plus équitable du revenu. Il est essentiel d'inverser les changements qui se sont produits dans ce domaine et d'octroyer à tous les groupes de la population une part adéquate de la richesse créée dans la société. L'un des secrets du succès du capitalisme réglementé après la deuxième guerre mondiale a été la hausse du pouvoir d'achat global des travailleurs, fondée sur une augmentation des revenus et une distribution du revenu relativement égale. Il apparaît maintenant clairement que ce vieux modèle doit être réactivé.

Au cœur du plan B se trouve une distribution plus équitable du revenu

La distribution du revenu comporte trois volets importants: une distribution fonctionnelle du revenu en salaires et profits; une distribution à l'intérieur du montant national des salaires et du montant national des profits; et une politique de redistribution de l'État. Une baisse de la part des salaires est dans une large mesure due à une majoration plus importante des profits. Celle-ci a été rendue possible par la déréglementation, due en particulier à la montée en puissance du secteur financier et à sa volonté de prendre des risques pour obtenir des rendements plus élevés. L'approche axée sur la valeur actionnariale et le rôle de plus en plus important des investisseurs institutionnels ont poussé les entreprises à rechercher toujours plus de profits. Partant, les structures et les règles du jeu dans le secteur financier doivent être changées de telle façon que la majoration des profits diminue de nouveau. À titre d'exemple, aux

États-Unis, là où la domination du secteur financier est allée le plus loin, la rémunération des dirigeants en comparaison de celle du travailleur moyen est passée d'un rapport de 30 à 1 dans les années 1970 à un rapport de 500 à 1 aujourd'hui. Ces chiffres montrent que l'objectif initial de la valeur actionnariale, qui était de soumettre la direction des entreprises aux seuls intérêts des propriétaires, n'a été que partiellement atteint. En fait, les dirigeants ont réussi à faire valoir leurs propres intérêts et à s'enrichir sur le dos des actionnaires. Il faut inverser cette tendance et, si certains progrès ont été réalisés par des réformes à ce jour, la structure incitative fondamentale demeure inchangée.

Les récentes décennies se sont caractérisées par une grande dispersion des salaires. Dans presque tous les pays du monde, le secteur des bas salaires a augmenté. L'emploi précaire et l'informalité ont aussi augmenté, surtout dans le secteur des biens et services qui ne font pas l'objet d'échanges internationaux. Par conséquent, les tendances de la mondialisation n'expliquent pas directement l'émergence de ces secteurs. Celle-ci est le produit de la déréglementation des marchés. Ces inégalités de revenu injustifiées entre les salariés doivent être abolies au moyen de réformes du marché du travail. Le système de négociation collective doit être renforcé, appuyé par les autres institutions du marché du travail afin de réaliser les conditions du travail décent sur lesquelles insiste l'Organisation internationale du Travail. Les salaires minimaux et la sécurité sociale garantis par l'État jouent aussi un rôle capital à cet égard. Les réglementations des marchés de ce type sont importantes non seulement pour réduire l'inégalité de revenu, mais aussi pour établir un socle salarial résistant aux baisses déflationnistes des salaires nominaux.

Même lorsqu'ils sont strictement réglementés, les marchés ne permettent pas d'avoir une distribution du revenu politiquement acceptable. En plus de cela, les individus n'ont pas tous des chances égales sur le marché. Ceux qui sont défavorisés – que ce soit en raison de leur sexe, de l'obligation de s'occuper de leurs enfants, de leur handicap, de leur âge, de leur race, etc. – peuvent être éjectés du marché et être privés de revenu ou, au mieux, n'obtenir qu'un revenu insuffisant. En définitive, les revenus ne sont aucunement tous obtenus en fonction des réalisations personnelles, comme l'illustrent, par exemple, les gros héritages, qui sont un élément intrinsèquement étranger au capitalisme. Il faut mettre en place une législation fiscale et des systèmes sociaux pour organiser la distribution du revenu d'une manière socialement acceptable. La législation fiscale devrait donc comporter un élément de redistribution bien apparent, et cette nécessité est d'autant plus forte qu'il est évident que les seuls effets des marchés conduiront à une inégalité croissante. Dans ce contexte, non seulement il importe d'avoir un système d'imposition fortement progressif mais, surtout, il faut des réglementations qui garantissent que les revenus du capital soient suffisamment imposés.

Le plan B est un «capitalisme (plus) décent»

Pour beaucoup de pays, le danger d'une décennie perdue au plan économique (voire de plusieurs décennies) est une réalité. L'endettement des secteurs économiques est très élevé. Cela rend difficile une nouvelle expansion du crédit. La distribution du revenu est devenue bien plus inégale aux États-Unis et en Europe. Cela signifie qu'il est peu probable que la demande des consommateurs se dynamise beaucoup. Il existe même un danger d'effritement du socle salarial, après une période de faible croissance ou une nouvelle crise financière. Il n'est pas du tout impossible que l'Europe et les États-Unis soient pris du «malaise japonais», à savoir une faible croissance du PIB à long terme, voire pire. La Grande récession n'a été que partiellement bien gérée et aucune mesure de fond n'a été prise pour s'attaquer aux racines profondes de la crise. Le projet de mondialisation fondamentale des marchés n'a pas été remis en question sur le fond.

Une chose est très claire: ce ne sont pas ceux qui profitent du système actuel de non-réglementation qui créeront un «capitalisme (plus) décent». Leurs profits sont trop largement fondés sur certaines prérogatives, qu'ils n'accepteront pas de soumettre au contrôle des pouvoirs publics. C'est l'inverse qui est vrai: pour l'essentiel, ce sont de simples placebos que l'élite financière a avalisés jusqu'ici. Pour mettre en œuvre une réforme plus profonde, il faudra que les relations de pouvoir du capitalisme financier actuel changent, ce qui veut dire qu'il faudra complètement rééquilibrer la relation entre les États et les marchés.

Référence

Dullien, S.; Herr, H.; Kellermann, C.: *Decent capitalism: A blueprint for reforming our economies* (Londres, Pluto Publishers, 2011; voir: <http://www.plutobooks.com/display.asp?K=9780745331096&>).

Christian Kellermann est directeur du Bureau nordique de la Fondation Friedrich Ebert (FES) à Stockholm. Avant de rejoindre la FES, il a travaillé comme analyste des marchés à Francfort et à New York.